

## Les programmes des neuf candidats

Le Monde présente les programmes des neuf candidats à l'élection présidentielle, sur les grands thèmes en débat : emploi, fiscalité, protection sociale, institutions, éducation, justice, Europe, défense. p. 12 et 13

## Trêve non reconduite en Bosnie

Le représentant des Nations unies dans l'ex-Yougoslavie, Yasushi Akashi, a échoué dans sa tentative d'obtenir des Serbes et des Bosniaques qu'ils reconduisent la trêve, constamment violée, qui expire le 1<sup>er</sup> mai. p. 3

## MM. Noir et Mouillot inéligibles pour cinq ans

A deux mois des élections municipales, Michel Noir, maire de Lyon, et Michel Mouillot, maire de Cannes, ont été condamnés à la privation de leurs droits civiques pour cinq ans et à quinze mois de prison avec sursis, cette dernière peine étant infligée aussi à Patrick Poivre d'Arvor. Pierre Botton a été condamné à quatre ans de prison, dont deux avec sursis. p. 14 et 20

## La rétention des étrangers à la préfecture de Paris

Dans une ordonnance remettant en liberté vingt-six étrangers retenus au dépôt de la préfecture de police de Paris, le juge François Sottet s'inquiète des conditions de rétention, qui ne lui semblent pas conformes à la Convention européenne des droits de l'homme. p. 15

## La rénovation des musées italiens

Le ministre des biens culturels, Antonio Paolucci, s'apprête à mettre en place un ambitieux plan de modernisation des musées de la Péninsule, menacés aujourd'hui par la sclérose et la vétusté. p. 29

## L'horreur à Grozny



Derrière la tranquillité apparente de la capitale tchétchène, ravagée par l'armée russe, se dissimule un paysage de cauchemar, où les meurtres, les disparitions, les humiliations disent l'atrocité de la répression. p. 16

## Les éditoriaux du « Monde »

L'Amérique face au terrorisme ; Les leçons d'un jugement p. 20

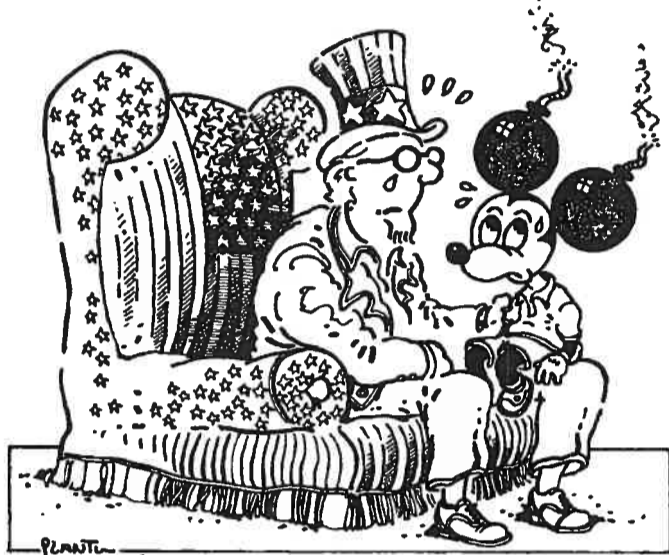
Allemagne, 3 DM; Antilles-Guyane, 9 F; Autriche, 25 ATS; Belgique, 45 FB; Canada, 2,25 \$CAN; Côte-d'Ivoire, 800 F CFA; Danemark, 14 KR; Espagne, 220 PTA; Grande-Bretagne, 1 £; Grèce, 360 DR; Irlande, 1,40 E; Italie, 2700 L; Luxembourg, 40 FL; Maroc, 9 DH; Norvège, 14 KR; Pays-Bas, 3 FL; Portugal, 200 Esc; République, 9 F; Sénégal, 800 F CFA; Suède, 15 KRS; Suisse, 2,10 FS; Tunisie, 1 Din; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

# Washington prêt à des représailles après l'attentat d'Oklahoma City

### M. Clinton menace de punir tout Etat étranger complice

LES ÉTATS-UNIS sont résolus à traquer partout les auteurs de l'attentat d'Oklahoma City et à punir tout Etat étranger qui aurait pu être complice. « Les tueurs n'auront nulle part où se cacher », a averti, jeudi 20 avril, le président Bill Clinton. Cette petite phrase laisse entrevoir la possibilité de représailles. Cinquante-trois cadavres ont été pour l'instant retirés de l'immeuble détruit. Un « témoin », arrivé par avion jeudi 20 avril à Londres et refoulé vers les Etats-Unis, serait d'origine palestinienne : Ibrahim Ahmad, trente-deux ans, est détenteur d'un passeport américain. Il débarquait d'un vol en provenance de Chicago au moment de son arrestation. Trois autres personnes ont été arrêtées aux Etats-Unis, tandis que deux « suspects » sont recherchés.

Lire page 2



## Cinéma en trois dimensions



JEAN-JACQUES ANNAUD

INTITULÉ *Les Ailes du courage*, le premier film de fiction réalisé en « trois dimensions » (IMAX 3D) devait être présenté au public new-yorkais à partir du vendredi 21 avril dans l'une des trois salles au monde équipées pour ce genre de projection sur un écran grand comme un immeuble de huit étages. C'est le cinéaste français Jean-Jacques Annaud qui a relevé le défi de cette nouvelle technologie en s'appuyant sur l'épopée du pilote de l'Aéropostale, Guillaumet, dans les Andes. « Après

Lire page 26

## En manque d'espérance

UN PRÉSIDENT s'en va. Pas n'importe lequel. Car se closent avec lui une époque, l'après-guerre, un temps politique, celui du règne le plus long depuis Napoléon III, ainsi qu'une aventure personnelle qui, n'ayant été ni une idéologie ni une philosophie sociale, laisse derrière elle des réalisations mais sans ouvrir de piste pour l'avenir. La page est donc blanche pour la gauche comme pour la droite. Un nouveau président sera chargé de l'écrire. En notre nom.

A vrai dire, pour franchir le cap du prochain millénaire (son mandat s'achèvera en 2002), la campagne dont nous venons d'être les témoins lui sera d'un faible secours. Entre cette élection présidentielle et la précédente, l'univers s'est pratiquement réuni sous nos yeux. La chute du mur de Berlin, en 1989, ne marque pas seulement la chute du commu-

nisme d'Etat. Elle inaugure une nouvelle ère, celle de l'expansion inexorable, conquérante et souvent sauvage du capitalisme dans de nouveaux territoires qui étaient jusqu'alors autant de zones « grises » sur l'atlas mondial, à l'instar de terres inexploitées d'avant l'expansion coloniale. Jusqu'à Pékin et La Havane, où règnent encore des dictatures drapées dans l'alibi de l'espérance socialiste, l'économie de marché gagne du terrain ou s'impose, avec ou sans démocratie.

L'humanité n'a évidemment pas épuisé tous ses possibles et elle connaîtra d'autres soubresauts, entre progrès et régression. Mais c'est à tout le moins un nouveau cours, façonnant un paysage inédit, déstabilisant les situations acquises, les diplomates conformistes, les frontières établies.

J.-M. C.

Lire la suite page 20 et nos informations pages 8 à 13

## Une campagne en « photomaton »

ET LA PHOTOGRAPHIE dans tout ça, la bonne vieille photo du candidat à l'élection présidentielle ? Laminée, réduite à de misérables « photomaton » aux trames grossières. Oublié le temps où le candidat faisait appel aux grands noms de l'image fixe : Helmut Newton pour Jacques Chirac, Elliott Erwitt pour François Mitterrand, Guy Le Querrec pour Georges Marchais. Finie l'époque où les conseillers en communication convoquaient des photographes de publicité (Bensimon, Jonvelle) ou de nature morte (Daniel Aron), appelaient des reporters comme Raymond Depardon pour faire plus « nature ». La réglementation draconienne de l'affichage électoral et des budgets de campagne a stoppé net une créativité photographique dont le sommet restera la fameuse « Force tranquille » de François Mitterrand, en 1981, où le portrait du candidat se détachait sur fond de clocher villageois et de brume bleu-blanc-rouge. Aujourd'hui, la photo est cantonnée aux bons vieux panneaux électoraux, aux cartes postales que les candidats dédicacent à leurs groupies, aux meetings et aux professions de foi grisâtres sur papier recyclé.

Tous comptes faits, c'est tant mieux. Mais l'image en a pris un sacré coup. Bien malin, aujourd'hui, celui qui peut citer une photo marquante de la campagne. Les responsables en communication ont puisé dans les stocks d'archives, ont sélectionné les images les plus neutres, les plus transparentes. Des photos d'identité. Plus question de faire poser le candidat avec sa fille (Giscard) ou avec des ouvriers (Marchais), de le prendre en très gros plan (Barre), de lui

faire porter une chemise ouverte (Chirac). Les pauvres clichés sont parfois en noir et blanc, détournés, associés à des couleurs qui jurent, à des textes envahissants.

Retenons le sourire éclatant de Dominique Voynet, qui colle bien à son image ; le côté un peu emprunté de Lionel Jospin et le « look » gentleman-farmer que se donne Jacques Chirac : veste confortable, cravate discrète, gros plan de profil et inévitable pommier. Une volonté d'apparaître décontracté et intime. Une photo pas innocente. Par ces temps de crise, un cliché un peu flou, mal foutu, colle à l'époque. La seule photo à avoir fait couler un peu d'encre est celle où Edouard Balladur marche d'un pas décidé dans la rue, une main dans la poche, menton haut (et double menton astucieusement gommé), avec le slogan « Croire en la France ». Message désiré : Balladur descend dans la rue pour aller à la rencontre des Français. Mais l'image a été prise en bas de son domicile, sur un boulevard du seizième arrondissement à Paris...

Même la presse illustrée se renouvelle peu. Seul *Paris-Match*, dans son numéro du 27 avril, a fait appel à « l'un des cinq grands portraitistes mondiaux », en l'occurrence Jeanloup Sieff, pour « révéler les secrets » de Balladur, Jospin et Chirac. On retiendra surtout la publication des albums de famille : le candidat en culotte courte, au bain, à l'école, en voyage de noce, à l'université, etc. Encore des miettes.

Michel Guerrin

## POINT DE VUE

# Faux débats par Philippe Séguin

NE SERAIT-IL pas possible, dans notre pays, de débattre sereinement de la politique monétaire ? On peut le redouter à la lecture ou à l'écoute des propos tenus par les défenseurs du *statu quo*. Ainsi, la lecture de l'article publié dans *Le Monde* du vendredi 21 avril, par Jean Boissonnat - membre du Conseil de la politique monétaire de la Banque de France - est-elle de nature à faire dresser les cheveux sur la tête. L'ex-éditorialiste économique a pris soin d'indiquer qu'il s'exprimait là « à titre personnel ». On respire, tant ce texte est violent, pour ne pas dire méprisant, pour ceux qui ont le malheur de ne pas penser comme lui.

Que Jean Boissonnat soit un partisan déclaré de la politique dite du « franc fort », qu'il ait la conviction qu'en défendant cette position il plaide pour le bien public est une chose. Qu'il aligne pour la défendre contre-vérités et procès d'intention en est une autre.

Comment qualifier autrement, en effet, le procédé consistant à accuser de dévaluationnisme avoué ou masqué ceux qui, en toute bonne foi, s'interrogent non pas sur la nécessité d'un franc stable et solide, mais sur le meilleur moyen d'y parvenir de manière durable et non artificielle ?

Car n'en déplaise à Jean Boissonnat, c'est sur ce point essentiel que porte et doit porter le débat. Faut-il

redire ici, et une fois de plus, que nul homme politique raisonnable ne songe à sacrifier la monnaie à on ne sait quelle relance. En revanche, il est très légitime, au regard des dégâts sociaux que l'on constate depuis trop longtemps, de réfléchir à la possibilité d'une action globale permettant de marier monnaie forte et réduction de la fracture sociale.

A l'évidence, l'éminent membre du Conseil de la politique monétaire de la Banque de France ne croit pas la chose possible et estime que la politique économique et sociale menée maintenant depuis plus de dix ans était la seule possible. Et de nous citer l'inévitable référence de l'Allemagne.

C'est peu dire qu'en l'occurrence il prend ses lecteurs au mieux pour des naïfs, au pire pour des ignorants. Qu'il soit fasciné - comme tant d'autres - par le modèle de notre voisin, passe encore, mais qu'il laisse entendre qu'il suffirait d'une monnaie forte pour obtenir de semblables résultats ressemble fort à une pirouette.

Nul n'ignore que la parité du deutschemark lors de sa création était basse. Dès lors, son appréciation était, sinon inévitable, du moins probable. Cette ascension continue a, en premier lieu, structuré l'appareil industriel allemand vers l'exportation et les produits à valeur ajoutée. Dans le même temps, se mettait

en place outre-Rhin une cogestion entre syndicats et représentants du patronat, permettant une répartition acceptable et acceptée des fruits de la croissance, sans intervention excessive de l'Etat. Ce souci de cohésion sociale a également présidé à la mise en oeuvre d'une fiscalité infiniment plus performante et plus équilibrée que la nôtre. Faut-il rappeler ici, par exemple, que l'outil de travail est imposé chez notre voisin ? C'est ainsi, et pour ces raisons, que le deutschemark a acquis ce statut de monnaie forte, et c'est aussi dans la mesure où les gouvernements allemands ont porté une attention soutenue au maintien de la cohésion sociale qu'il l'a conservé. Voilà pourquoi il est légitime, répétons-le encore, de s'interroger non pas sur le bien-fondé du franc fort mais sur les moyens de faire en sorte qu'il le devienne durablement.

Et puisque Jean Boissonnat semble goûter les références historiques et étrangères, nous lui rappellerons que l'escudo du bon docteur Salazar fut, en son temps, une monnaie forte... pour la plus grande satisfaction du peuple portugais.

Philippe Séguin, qui soutient Jacques Chirac, est président de l'Assemblée nationale

Lire nos informations page 21

JAEGE-LECOULTRE



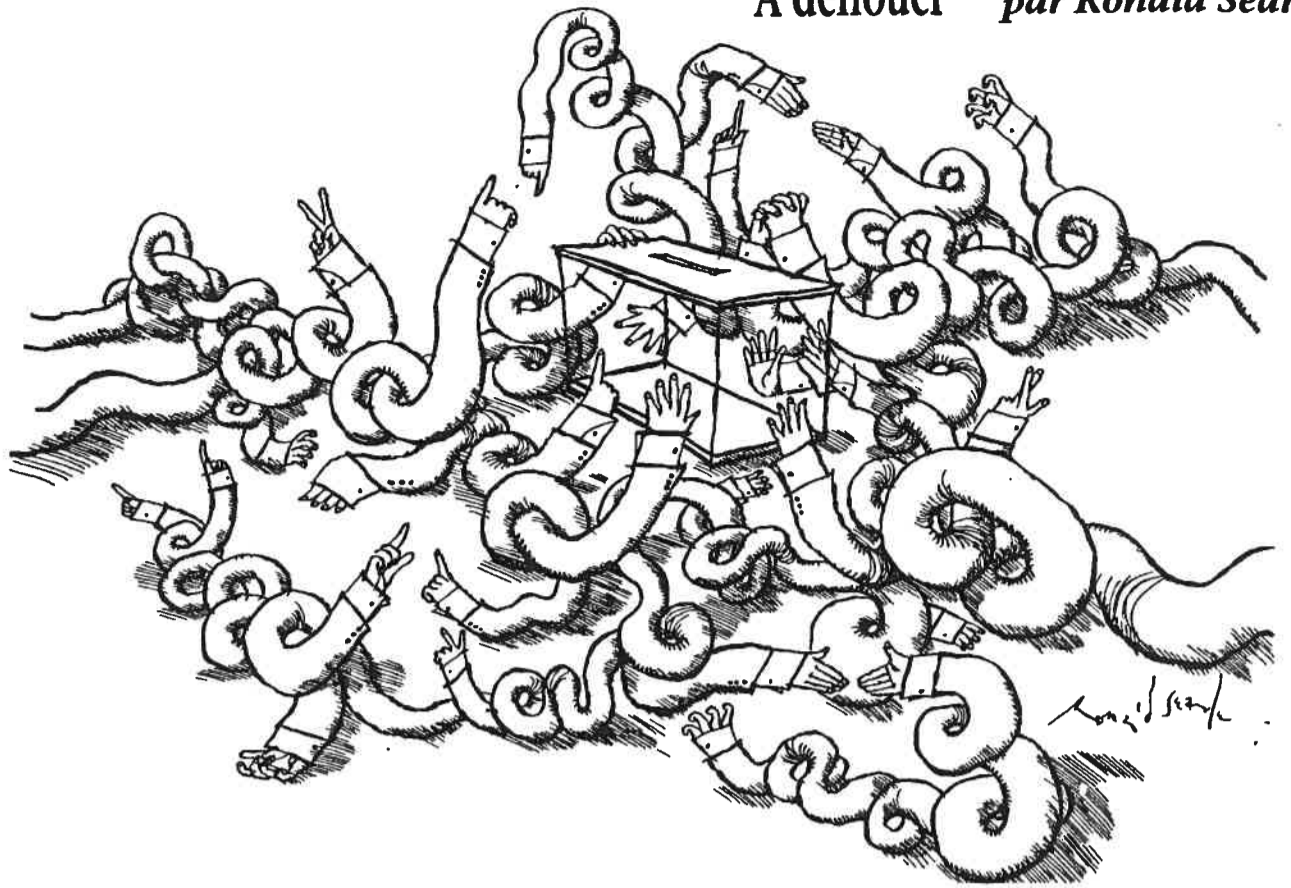
REVERSO. A L'AVANT-GARDE DEPUIS 1931.

UN CATALOGUE VOUS SERA ENVOYÉ GRATUITEMENT SUR SIMPLE DEMANDE JAEGE-LECOULTRE FRANCE, TEL: (1) 40 38 66 66.

# Le Monde

A dénouer par Ronald Searle

## L'Amérique face au terrorisme



Toutes les pistes étaient encore explorées, vendredi 21 avril, pour tenter de cerner l'origine de l'effroyable attentat d'Oklahoma City. De l'acte d'une secte folle, comme il n'en manque pas aux Etats-Unis, à la vengeance d'un cartel de la drogue, en passant par l'opération d'un groupe islamiste, aucune hypothèse n'était officiellement exclue. En quête de témoignages et à la recherche d'indices dans les décombres du bâtiment du gouvernement fédéral, qui pourraient receler les cadavres de nombreuses autres victimes, les autorités américaines étaient encore prudentes. Elles semblaient cependant privilégier une piste islamiste.

Il y a plusieurs raisons à cela. D'abord, c'est à la mouvance islamiste qu'appartenaient les auteurs d'un précédent attentat, celui perpétré contre le World Trade Center, à New York, il y a deux ans. Plus généralement, les Etats-Unis sont, en tant que chef de file du camp occidental, victimes de l'image de marque - caricaturale - d'ennemi de l'Islam qui, de plus en plus, frappe l'Occident dans une grande partie du monde musulman. Cela nourrit et la rancœur et la haine de plusieurs groupes intégristes plus ou moins organisés, plus ou moins soutenus par certains Etats. Si cette piste se confirme, les Etats-Unis pourraient se trouver engagés dans le cycle infernal des représailles et contre-représailles.

Quoi qu'il en soit, une conclusion s'impose déjà : les Etats-Unis

ne sont plus du tout imperméables à ce terrorisme urbain que leurs alliés d'Europe occidentale connaissent depuis longtemps - et dont, ces dernières quarante-huit heures, Tokyo, puis Madrid et Athènes ont de nouveau été le théâtre. En la matière, il est vrai, l'Amérique avait subi une première épreuve il y a deux ans avec l'attentat de New York. Le choc avait été traumatisant pour un pays habitué à penser que cette violence-là au moins, celle du terrorisme urbain, lui serait épargnée. On invoquait une série de « barrières » : une police bien informée et son éloignement géographique de l'un des principaux foyers du terrorisme, le Proche-Orient. En somme, l'Atlantique aurait mis l'Amérique à l'abri des turbulences du Vieux Continent.

C'est cette vulnérabilité du territoire américain au terrorisme contemporain qui vient d'être confirmée. Et elle l'est de manière d'autant plus spectaculaire que si New York pouvait être une cible tentante à bien des égards, notamment médiatique, Oklahoma City, en revanche, au cœur de l'Amérique profonde, ville paisible dans un Etat qui ne l'est pas moins, pouvait, à juste titre, s'estimer protégée de la tourmente de l'époque. Du terrorisme aux marches de la Grande Prairie, dans la ceinture biblique ! Même les scénaristes les plus sombres n'y auraient pas pensé. Incidemment, ce triste événement vient battre en brèche les rêves isolationnistes que pouvaient encore caresser certains hommes politiques américains.

## En manque d'espérance

Suite de la première page

L'économie marchande impose sa propre conception de l'espace et du temps, qui n'est plus tout à fait celle des Etats-nations, débordés face aux délocalisations et aux spéculations, au désordre monétaire et à la puissance des grands groupes multinationaux. Tragiquement, mais hélas, logiquement, la guerre, dont le drame bosniaque a marqué le retour, manifeste la quête d'ordres anciens - nationalistes ou impériaux, ethniques ou intégristes.

Telle était la principale question posée en ce moment privilégié du choix démocratique : cette mondialisation défilant un pays, la France, qui a conçu son identité autour d'un mélange inédit du particulier et de l'universel, d'une grandeur « nationale » au service de la grandeur des nations. Face à ce défi nous avons eu droit à une campagne villageoise, bien de chez nous, sans qu'il soit aucunement question du « village planétaire » qui est le nôtre, mais au contraire repliée sur le village insulaire que nous pourrions bien redevenir, à mesure que progresse une certaine banalisation française. Premier hiatus, première insatisfaction : celle qui naît du constat que les élites politiques font toujours comme si le moment électoral était celui qui permet, non pas de poser vraiment mais d'éviter les problèmes de fond.

Aussi la campagne a-t-elle été ressentie comme une nouvelle étape de la mise en scène, hélas ! bien rodée, de la crise du politique. Non que les politiques en portent seuls la responsabilité. Cette crise n'est jamais que la traduction d'une mutation de grande ampleur qui rend difficiles, pour ne pas dire impossibles, la prévision et la conduite maîtrisée du changement. Nous ne connaissons ni les contours du nouvel équilibre des forces dans le monde, ni le mode de production qui dominera le XXI<sup>e</sup> siècle, encore moins les références idéologiques qui les accompagneront.

A trop s'éterniser, cette crise du politique nourrit la tentation du raccourci et du repli. Raccourci de la posture démagogique où le discours du « changement » tient lieu de programme. Repli de la France sur elle-même, dans l'excès du refus de l'étranger et de la fraternité. Comment ne pas s'inquiéter de voir un pays, le nôtre, s'habituer à l'hypothèque que fait peser sur sa vie démocratique une extrême droite puissante, solidement installée depuis plus de dix ans ? Le prochain président devra notamment être jugé à son attitude sur ce terrain-là. On voudrait espérer qu'elle sera moins complaisante que ne fut hier celle de ceux qui, à droite, flattaient des « valeurs communes » comme de ceux qui, à gauche, utilisèrent ce ferment en facilitant sa progression.

Il n'eût pas été non plus inutile de faire de ce temps fort de la vie démocratique un grand moment

d'utopie, de mise à jour des pensées sur la société, de remise en cause de nos cadres de pensée, bref un temps de créativité. Certains des « petits » candidats s'y sont essayés. La prudence raisonnable des « grands » a permis en effet aux candidats communiste et écologiste d'occuper ce créneau du rêve. Avec sa faconde souriante, Robert Hue a su donner une nouvelle image du Parti communiste ; il lui reste à prouver qu'elle correspond vraiment à un nouveau cours démocratique. En s'imposant face à ses rivaux, Dominique Voynet a réussi son pari d'incarner une écologie sociale, tentant de marier le vert et le rose ; il lui reste à démontrer que cet abandon de l'intégrisme écologiste peut se concrétiser par une expression politique durable et constructive. Leur parole pèsera moins après le premier tour. Ce ne doit pas être une raison pour passer sous silence leur message et les alertes qu'il contient - tout comme celles qu'exprime le succès d'estime rencontré par Arlette Laguiller.

Horrmis ces tentatives, le rendez-vous de l'utopie n'a pas été vraiment réussi. Ce n'est pas en tout cas la charge contre les élites, au nom du combat ravivé tous les sept ans des « petits » contre les « gros », qui pouvait en tenir lieu. La part la plus belle a donc été faite - mais est-ce si surprenant dans notre ère médiatique ? - au spectaculaire, aux rebondissements, aux incidents divers et polémiques de tous ordres tenant pour la plupart à la lutte fratricide qui oppose deux candidats issus d'une même famille politique.

Restent nos problèmes. Pendant quatorze ans - à travers quatre alternances : 1981, 1986, 1988, 1993 - l'économie française s'est modernisée. Puissamment. Rapidement. Ses structures sont plus saines, plus fortes aussi. Et la reprise est là, fragile certes, mais en signe avant-coureur d'une période annoncée comme positive. Ces progrès se sont malheureusement accompagnés de déséquilibres sociaux de plus en plus graves, au premier rang desquels le chômage et l'exclusion. La société française n'a cessé de s'enrichir : en vingt ans, le produit national a progressé de plus de 60 % ! Mais alors, comment admettre qu'une société de plus en plus riche crée de plus en plus de pauvres et d'exclus ? Et qu'elle ait l'un des taux de chômage les plus élevés d'Europe ?

A l'orée des années 80, l'utopie d'une société libérée du besoin et d'un individu protégé des principaux risques de l'existence semblait à portée de mandat présidentiel. Puis sont venues la vague ultra-libérale, et la crise financière des structures de l'Etat-providence qui l'ont de nouveau éloignée. Les Français ne savent pas assez qu'ils sont désormais moins bien couverts contre le risque maladie que la plupart de leurs voisins européens. Ils ont en revanche constaté que leurs villes portent la marque de cette crise. Mais si, depuis l'apparition en 1990, d'un ministère de la ville, le pire a pu être évité, les révoltes urbaines restent limitées, l'économie de trafics s'est développée et le spectre d'une évolution à l'américaine se précise. Les classes

moyennes ont, dans le même temps où elles craignent pour leur sécurité, le sentiment que le ressort républicain, celui d'un espoir social permanent, grâce à l'école, est désormais bloqué, peut-être même rompu. Tandis que tous les gouvernements ont fait leur cette maxime - hélas ! socialiste - selon laquelle la France n'est pas destinée à « accueillir toute la misère du monde ». Mais est-il admissible que, face à « la misère du monde », la France n'ait à opposer qu'un arsenal sans cesse renforcé de lois si évidemment contraires à sa vocation ? Et comment comprendre que l'on se soit contenté, face à une fracture sociale grandissante, de politiques ayant toutes pour axe central d'aider les entreprises ?

C'est dans ce contexte que le moins contrasté, et difficile, que vient le moment de jager les programmes, et si possible d'apprécier la qualité des candidats, du moins de ceux qui peuvent nourrir l'espoir

## Une campagne villageoise, bien de chez nous, sans qu'il soit aucunement question du « village planétaire » qui est le nôtre

d'accéder à la charge suprême.

A Jacques Chirac revient le mérite d'avoir, sans relâche, posé le bon diagnostic : celui de la fracture sociale, béante, et dit la nécessité de retrouver le chemin de la cohésion. Le fondateur du RPR, qui incarne le dynamisme, avec ses aînés, a su faire passer une volonté, un élan et pu ainsi se faire passer pour l'homme du changement. Mais pour quelle nouveauté ? Quelle que soit l'ampleur du verbe d'un Philippe Séguin, les propositions du candidat Chirac restent fidèles à l'axiome libéral en vigueur depuis une bonne décennie - baisse des charges, baisse des impôts - dont le résultat supposé - réduction des déficits et des inégalités - n'a guère été atteint là où un tel programme a été appliqué. Et qui peut croire qu'un dispositif tourné à l'encre principalement vers les entreprises peut suffire à remettre en marche l'« ascenseur social » ?

Surtout, il faut bien constater que les électeurs se prononcèrent au premier tour sans avoir une idée claire de la politique économique qui serait conduite. Et chaque jour qui nous rapproche de l'échéance nous éloigne des propos de campagne. A l'arrivée l'« autre politique » peut soit être source de désordre économique, soit finir par ressembler à celle qui est menée depuis 1993.

Celle-là même que conduit Edouard Balladur, qui incarne, selon une formule chère à Georges Pompidou, « le changement dans la

continuité », c'est-à-dire celle-là bien davantage que celui-ci. Il présente la garantie d'une gestion civilisée, sans heurt, et sans surprise, conservatrice et raisonnable. Sa vertu est d'avoir, pendant deux ans, apporté la preuve qu'il pouvait tenir l'Etat au bon sens du terme. Il est une sorte de garde-fou pour les ans, apporté l'assurance, de consolidation de ses liens européens. Mais il souffre du handicap de tous ceux qui l'ont précédé sur ce registre du candidat modéré. Leur force est dans leur capacité à exercer la fonction, leur faiblesse dans leur répugnance à simplifier les problèmes. Edouard Balladur y a ajouté un trop grand souci de ne déplaire à personne, quitte à finir par faire croire qu'il se résignait à entériner un processus de dislocation sociale, et qu'il préférait contourner la dépression française sans la combattre de front.

Si Edouard Balladur représente, à son corps défendant, le pouvoir sortant, Lionel Jospin a davantage de mal encore à faire admettre qu'un socialiste puisse prendre le relais, tant la volonté du pays de tourner la page, déjà éclatante en mars 1993, reste puissante. Pourtant, il met en avant un programme résolument crédible, lui aussi fermement et heureusement européen, qui renoue non seulement avec l'identité de la gauche - la transformation sociale - mais aussi avec des remèdes keynésiens pour combattre le chômage. Il est aussi celui qui, par son approche des questions touchant à l'aménagement du temps ou de la nature, à la recherche ou à l'éducation, semble le mieux préparer l'avenir. Il a réussi l'exploit de surmonter le désarroi de la gauche pour mettre au point un dispositif sérieux et, pour la première fois en France, clairement social-démocrate. Mais, ayant considéré que son crédit se jouait sur l'économie, il a pris le risque de ne pas être suffisamment différent, donc entendu. Il s'est aussi trouvé pris dans le piège d'un héritage qu'il ne veut pas endosser - afin de pouvoir rénover librement - mais qu'il ne peut non plus recuser.

Un scrutin présidentiel comporte, par nature, le risque de n'être qu'un rite qui masque la pauvreté de la vie démocratique pendant la durée du septennat ; ou bien un jeu, l'opinion aspirant alors au duel le plus poignant ; ou bien un pari, sur un homme, jugé alors sur sa flamme du moment, ou sur un programme, séduisant parce que imprécis. Or rien n'est possible sans la confiance. Et celle-ci ne peut naître que d'un vrai choix politique.

Pour que celui-ci soit possible il faut souhaiter qu'il oppose, pour le second tour, l'une des options conservatrices à celle d'une gauche reconstruite au mouvement, à défaut d'avoir été reconstruite, pour que cette élection soit, pour le pays, source d'un progrès collectif. 1974 avait fait entrer la France dans la modernité ; 1981 a permis l'alternance ; 1988 avait apporté une sorte de paix républicaine et, surtout, l'ancre européenne. Puisse 1995 permettre au pays, une fois la campagne oubliée, de reconstruire cohésion et espoir social.

J.-M. C.

## Les leçons d'un jugement

Le procès de Pierre Botton et de ses coprévenus n'est que la conclusion d'une des innombrables « affaires » qui ont émaillé les années 80, mais il apparaît comme exemplaire. Il symbolise en effet, jusqu'à la caricature, les nouvelles règles du jeu politique, telles qu'elles se sont établies entre les élus, les médias et l'argent.

Du côté des élus, Michel Noir et Michel Mouillot, qui furent l'un et l'autre, avant d'entrer en politique, des professionnels de la communication, dessinent le « type idéal », selon l'expression de Max Weber, des hommes politiques d'aujourd'hui, qui doivent d'abord leur succès à leur talent publicitaire, même s'ils ont ensuite confirmé leurs mérites par leur gestion municipale. Du côté des journalistes, Patrick Polvre d'Arvor Incarne, aux yeux de beaucoup de Français, l'homme de télévision par excellence, celui qui, par l'audience de son journal, la longévité de sa carrière et la popularité de son image, représente un modèle idéal. Du côté de l'argent, enfin, Pierre Botton illustre jusqu'à sa chute, en raison de son éclatante réussite, de son indéniable savoir-faire et de sa voyante prodigalité, l'époque de l'entreprise triomphante et de la spéculation reine.

Ces trois puissances ont évidemment leur place dans la société française. Le danger serait qu'elles se liguent pour exercer ensemble une influence déterminante. S'il est vrai, comme l'a écrit Montesquieu, qu'en démocratie il faut, pour lutter contre les abus, que

« par la disposition des choses le pouvoir arrête le pouvoir », l'affaire Botton a révélé une grave confusion entre les pouvoirs qui structurent l'espace public : le politique, le médiatique et le financier - chacun aidant l'autre au lieu de le contrôler. Il a fallu qu'un quatrième - celui de l'autorité judiciaire - s'interpose pour appeler à mettre fin à ces coupables connivences. Ou, tout au moins, pour en fixer les limites.

On ne saurait en effet couper tous les liens entre le politique et l'argent, pas plus qu'entre les journalistes et les hommes politiques ou entre la presse et l'argent. Mais il importe d'indiquer aussi clairement que possible quelle doit être la nature de ces relations et quelles devraient en être les bornes. C'est ce qu'a précisé, dans ses attendus, le tribunal correctionnel de Lyon en rappelant les « exigences déontologiques » qui s'imposent aux journalistes et les responsabilités civiles qui incombent aux élus. Les uns et les autres supposent que les sphères de la politique, de l'économie et de l'information soient soigneusement distinguées afin que chacune serve aux deux autres de contre-pouvoir.

On peut regretter que l'intervention de la justice ait été nécessaire pour que cette évidence soit enfin reconnue. Les juges ont, en tout cas, montré la voie. Il appartient aux principaux intéressés - les politiques et les journalistes - d'en tirer les leçons. A défaut, les électeurs, pour les uns, les lecteurs et téléspectateurs, pour les autres, pourraient s'en charger.

Le Monde est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance.  
Directoire : Jean-Marie Colombani, président du directoire, directeur de la publication ; Dominique Aidiu, directeur général ; Noël-Jean Bergeron, directeur de la rédaction  
Eric Pailoux, directeur de la gestion ; Anne Chaussebourg, directeur délégué  
Rédacteurs en chef : Thomas Ferenzi, Edwy Plenel, Robert Solé, adjoints au directeur de la rédaction ; Bruno de Camas, Laurent Greilsamer, Danièle Heymann, Bertrand Le Gendre, Luc Rosenzweig  
Manuel Lucbert, directeur du Monde des débats ; Alain Rollat, conseiller de la direction ; Daniel Vermet, directeur des relations internationales ; Alain Fourment, secrétaire général de la rédaction  
Médiateur : André Laurens  
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Olivier Biffaud, vice-président  
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)  
Le Monde est édité par la SA Le Monde. Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.  
Capital social : 620 000 F. Principaux actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert Beuve Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, Jean-Marie Colombani, président du directoire  
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15  
TEL. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-99 Télex : 206.806F  
ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
TEL. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10 Télex : 261.311F